LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE FONDS DE TRANSITION RHODÉSIE—LA CONTRIBUTION
DU CANADA

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, que je félicite de sa récente nomination. Compte tenu de la déclaration qu'il a faite à la suite de son discours aux Nations Unies, selon laquelle il est possible qu'on demande au Canada de contribuer à un fonds dit de transition rhodésienne, le ministre est-il en mesure de dire à la Chambre si la question a été étudiée et si une décision a été prise? Si oui, quel montant le Canada est-il disposé à y verser?

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de ses bons vœux. Aucune décision n'a encore été prise pour la bonne raison, comme je l'ai dit alors, que les États-Unis n'ont fait aucune proposition ferme au Canada ou, autant que je sache, à d'autres pays, à part peut-être celle faite au Royaume-Uni. Lors de ma rencontre avec le secrétaire d'État Kissinger à New York celui-ci m'a affirmé que la création d'un fonds faisait partie du projet de règlement d'ensemble et qu'il était en train d'étudier personnellement la répartition, en pourcentage, des contributions ainsi que le montant global que pourrait atteindre ce fonds. Mais on n'a pas demandé directement au Canada de participer. D'après certains commentaires publics, on pourrait très bien nous demander de le faire, mais la situation est telle que je l'ai décrite. On ne nous a pas adressé de demande jusqu'à présent.

Je dois également dire au député que je retournerai à Washington vendredi pour rencontrer M. Kissinger, et c'est peut-être une des questions sur lesquelles j'obtiendrai plus de précisions.

L'ADMISSION AU CANADA DE RÉFUGIÉS RHODÉSIENS

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre a-t-il eu ou compte-t-il avoir des entretiens avec les autorités américaines et britanniques à propos de l'entrée au Canada d'environ 20,000 Rhodésiens blancs et réfugiés? Dans l'affirmative, quelle est la base de ces entretiens?

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'ai eu des entretiens sur cette question avec les autorités américaines et d'après ce qu'elles m'ont dit, et je pense que c'est la source la mieux renseignée pour le moment, la question des réfugiés n'est pas la plus importante à ce stade des négociations et, partant, il n'est probablement pas sage d'insister sur cet aspect de la question maintenant.

Questions orales

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LA PENSION DE VIEILLESSE—LES PROJETS DE MODIFICATIONS
CONCERNANT LA RÉSIDENCE ET LES TITULAIRES D'UNE
PENSION OUTRE-MER

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le 14 avril, le ministre a annoncé à la Chambre que le gouvernement allait apporter des modifications à la loi sur la sécurité de la vieillesse, notamment en ce qui concerne la résidence et les accords réciproques touchant les titulaires d'une pension outre-mer et qui vivent maintenant au Canada. Cette mesure vise quelque 500,000 personnes et pourtant rien n'indique dans le discours du trône que le gouvernement l'envisage comme une question urgente ou prioritaire. Le ministre peut-il nous dire pourquoi cette importante question ne figure pas dans le Discours du trône?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, plusieurs sujets d'importance seront sûrement discutés durant la session, au cours de laquelle des projets de loi seront présentés à la Chambre, lesquels ne sont pas nécessairement mentionnés dans le discours du trône.

Les amendements à la loi sur la sécurité de la vieillesse constituent un tel projet. Le projet de loi est en train d'être rédigé, et j'espère être en mesure au cours des mois qui viennent de le déposer à la Chambre en vue de la première lecture.

[Traduction]

LES PENSIONS DE VIEILLESSE—LES CONSULTATIONS AVEC LES
PROVINCES TOUCHANT LES AMENDEMENTS PROPOSÉS

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Lorsque le ministre a annoncé cet amendement à la Chambre, il a indiqué qu'il n'était pas nécessaire d'avoir l'accord des provinces, mais qu'il fallait les consulter. Le ministre peut-il nous dire s'il les a consultées et si les provinces et les territoires approuveront maintenant le genre d'amendement qu'il se propose d'inclure dans le bill dont il vient de parler?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Je ne pense pas avoir jamais dit, monsieur le président, que les amendements considérés requéraient le consentement ou même une consultation des provinces. J'ai indiqué cependant que je procéderaï de mon propre chef à des consultations avec les provinces, afin de m'assurer que nous continuerions à avoir l'esprit de coopération que nous avons acquis en matière de sécurité sociale durant les trois dernières années.

J'ai étudié le projet en cause avec mes collègues, si je me souviens bien, à la dernière conférence fédérale-provinciale du mois de juin, et aucune objection n'a été exprimée au sujet du projet que nous avons considéré soit à la conférence du mois de juin soit après. En conséquence, je pense que nous pouvons procéder sans inquiétude à la considération de ce projet.